

Service Pénitentiaire

Prison de Mumbura

32910

3

A

Nom : MUZALIWA

Origine : Burundi

Chefferie : Kivumu / chef Lelenge

Territoire : Fizi

Profession : -

N° du R.E. : 32910

Formule dactyloscopique : Mandat de dépôt B.R. du 4. 12. 50

Arrêté le : 14/12/50

Entrée : 5/12/50

Condamné le : 12/1/51 pour Exil de résidence R.M.P. 1435/Burundi. À 6 mois S.P.P.

1/4 de peine : 4-3-51

Sorti le : 8-6-51 9-6-51 21-6-51 28-6-51

Transféré le : 13-10-51

Rapatrié le :

Expulsé le :

Décédé le :

Evadé le 14/2/51 à 10.51P. de 20.251

Repris le 7/2/51

12 Mars 1951 à Buringo (Uvira)

14 jours en évadé

LE GARDIEN,

[Signature]

repris le 13-8-1951

Ruhengeri



9869

RESIDENCE DE Mwali

AVIS DE TRANSFERT

Territoire de Usumbura

Nous soussigné DUPONT JEAN

Gardien de Prison Centrale à Usumbura

mandons M. le Gardien de la Prison de RUENGERI

de vouloir bien incarcérer les nommés : MUZALIWA.- fils de DARAKUMUKENGE et de Bora
orig. de Baraka, Chef Kisesu Territoire Fizi

prévenus de : 79 et 81 A.P. C.P. Vol simple

infraction prévue par : 12/10/1948/1 79 et 80 C.P. Livre II

mis en détention préventive depuis le 6 décembre 1950

suivant pièce dont copie ci-jointe dossier authentique

Usumbura 16 décembre 1951

Escorte :

Pol Ruabumwaza
Nyirabakwe

Témoins : S. Angèle Commis de la Colonie

K. Ngonzo Albert Commis temp.-

Prière de nous renvoyer une exempl.-
signé pour réception.-

LE TRIBUNAL DE RESIDENCE DE L'URUNDI SEANT A USUMBURA,
Y SIEGEANT EN MATIERE REPRESSIVE A RENDU LE JUGEMENT SUIVANT :

AUDIENCE PUBLIQUE DU 14 SEPTEMBRE 1951.

EN CAUSE
MINISTERE PUBLIC
CONTRE:

MUZALIWA Omari, alias NZALIWA, fils de Darakamukenge et de Bora,
originaire de Baraka, chef Kisasu, territoire de Fizi, résidant
au centre-extra-coutumier d'Usumbura, Belge, 1ère avenue No 44,
Détenu préventivement à la prison centrale d'Usumbura pour
autre cause.-

VU par le Tribunal de Résidence de l'Urundi séant à Usumbura,
y siégeant en matière répressive la procédure suivie à charge du
prévenu qualifié ci-dessus pour avoir :

A Usumbura dans la nuit du 17 août 1951 tenté de soustraire
fraudemment au préjudice du nommé KASAMAYIGWA Evariste une
somme d'argent indéterminée et des objets divers, et ce la nuit dans
une maison habitée et à l'aide d'escalade et d'effraction d'une
fenêtre, la résolution de commettre ce vol qualifié ayant été mani-
festée par des actes extérieurs formant un commencement d'exécution
de l'infraction et qui n'ont manqué leur effet que par suite de
circonstances indépendantes de la volonté du prévenu, en l'espèce,
l'arrivée inopinée du propriétaire de la maison alors que le prévenu
s'y était introduit en escaladant une fenêtre qu'il avait au préalable
fracturée et s'apprêtait à commettre son larcin.-
Infraction prévue et punie par l'article 4 du Code Pénal livre
premier et les articles 79, 80 et 81 du Code Pénal livre second;.-

VU la comparution volontaire du prévenu;
OUI le prévenu en son interrogatoire;
OUI le témoin en ses dépositions;
OUI le Ministère Public en ses conclusions et réquisitions
conformes;
OUI le prévenu en ses dires et moyens de défense présentés
par lui-même;

ATTENDU que la prévention telle que libellée dans l'assigna-
tion est établie par les éléments de la cause notamment les aveux
complets du prévenu au cours de l'instruction et à l'audience, que
le prévenu reconnaît en effet s'être introduit dans la maison de
sa victime pour y voler et ce, à l'aide d'escalade et d'effraction
d'une fenêtre;

ATTENDU au surplus que le prévenu fut trouvé par le proprié-
taire à l'intérieur de sa maison alors qu'après avoir déplacé de
nombreux objets il s'apprêtait à s'en aller avec son larcin;

ATTENDU que le prévenu malgré son très jeune âge, 14 ans environ, est un récidiviste spécifique du vol; qu'il a en effet déjà été condamné:

- a) le 6/1/50, à 1 AN de S.P.P. pour vol qualifié (RMP.239/W)
- b) le 12/1/51, à 6 MOIS de S.P.P. pour vol qualifié (RMP.I432/B.)
- c) le 13/4/51, à 18 MOIS de S.P.P. idem (RMP.I642/F.) ;

P A R C E S M O T I F S

L E T R I B U N A L :

VU les articles 5-7-8-9 et 15 à 17 du Code Pénal-Livre I;

VU les articles 79, 80 et 81 du Code Pénal - Livre second;

VU le Décret du 11 juillet 1923 formant avec les Décrets modificatifs le Code de Procédure Pénale, le Décret du 30 janvier 1940 formant le Code Pénal de la Colonie rendu exécutoire au Ruanda-Urundi par Ordonnance du 18 mai 1940, le Décret du 5 juillet 1948 sur la réorganisation judiciaire au Ruanda-Urundi;

STATUANT CONTRADICTOIREMENT:

DECLARE l'infraction telle que libellée dans la prévention établie dans le chef du prévenu MUZALIWA Gari alias MZALIWA et en conséquence :

LE CONDAMNE du chef de tentative de vol qualifié à UN AN de servitude pénale principale;

LE CONDAMNE aux frais de l'instance= taxés en totalité à la somme de 53,-Frs;

FINE A SEPT JOURS la durée de la contrainte par corps à subir en cas de non-paiement de ces frais dans le délai légal;-

AINSI jugé et prononcé en audience publique du QUATORZE SEPTEMBRE MIL NEUF CENT CINQUANTE ET UN à Usumbura où siégeaient Messieurs:

H. GUILLAUME
L. BUSINE
J.M. NEVES

Juge Suppléant
Ministère Public
Greffier-Adjoint

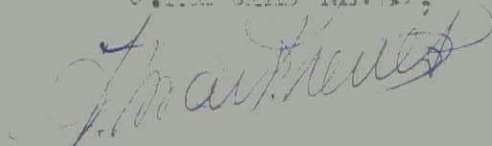
sé: LE GREFFIER-AJOINT,
J. Martins NEVES,

LE JUGE SUPPLEANT,
sé: H. GUILLAUME,

Pour copie certifiée conforme,

Le Greffier-Adjoint

J. Martins NEVES,



Territoires

Ruanda - Urundi

RUANDA - URUNDI

GEWESTEN

N° 222/RMP.2054/B.-

Rappeler dans la réponse la date et le numéro
In het antwoord vermelden : nummer en
dagtekening.

Réponse au no

Antwoorp op nr

du 19
van

ANNEXE

Bijlage

OBJET:

Voorwerp

Aff.: MUZALIWA alias NZALIWA Omari.-

Minutée par:

Geminuteerd door:

Copiée par:

Afgeschreven:

Collationnée par:

Gecollationneerd door:

Reçue le:

Ontvangen den:

Usumbura le 19 Septembre 1951.-
den

N° 222/RMP.2054/B.-TRANSMIS copie pour informa-
tion à Messieurs: le Substitut du Procureur du
Roi F. FRAPIER (RMP.1642/F.):
le Greffier du Tribunal de Résidence de l'Urundi
à Usumbura:-

Usumbura, le 19 September 1951.-
LE SUBSTITUT DU PROCUREUR DU ROI,
L. BUSINE.-

Monsieur le Gardien de Prison,

J'ai l'honneur d'attirer sur votre attention
sur le dossier MUZALIWA alias NZALIWA Omari.
L'intéressé a été condamné par le Tribunal de Rési-
dence de l'Urundi:

- x 1^{re} le 6/1/50, à 1 AN de S.P.P. pour vol qualifié
(RMP.239/W).
- x 2^{de} le 12/1/51, à 6 MOIS de S.P.P. pour vol qualifié
(RMP.1432/B.).
- 3^{de} le 13/4/51, à 1^{er} MOIS de S.P.P. idem (RMP.1642/E)
- x 4^{de} le 14/9/51, à 1 AN de S.P.P. " tentative de vol
qualifié. (RMP.2054/B.).-

LE SUBSTITUT DU PROCUREUR DU ROI,
L. BUSINE.-

L. Busine

A Monsieur le Gardien de Prison

à
U S U M B U R A .-

Signification de Jugement rendu par défaut.

L'an mil neuf cent cinquante et un le treutium
 jour du mois de octobre

A la requête de l'Officier du Ministère Public près le Tribunal de Résidence de l'Urundi
~~Première Instance du Rwanda-Urundi~~
 résidant à Usumbura ;

Je soussigné, Bonnam 200
USUMBURA
 huissier assermenté résidant à

Ai signifié à NZALIWA, alias Omari, fils de Ntarakumukembe et de Bora,
originaire de Baraka, race Babembe, en territoire de Fizi, chefferie Kilenga,
résidant à Sange, chefferie Barundi, territoire d'Uvira en détention
préventive à Usumbura, -

l'expédition, en forme exécutoire, du jugement rendu par défaut à sa charge, par le Tribunal de Résidence de
~~l'Urundi~~ l'Urundi, séant à Usumbura, siégeant en matière répressive au 1^e degré en date du 13 avril 1951

En cause Ministère Public contre le signifié. Affaire R. M. P. N° 1642/F.

R. P. 223/TRU.

Lui déclarant que cette signification est faite, pour son information, direction et à telles fins que de droit.

Et pour que le signifié n'en ignore, je lui ai étant à la maison centrale des détenus à Usum-
 et y parlant à lui-même bura/

laissé copie du présent exploit portant en tête copie de l'expédition susventée.

Dont acte :

Coût :

L'HUISSIER,

Bonnam

LE TRIBUNAL DE RESIDENCE DE L'URUNDI A USUMBURA Y SIEGEANT
EN MATIERE REPRESSIVE A RENDU LE JUGEMENT SUIVANT:

AUDIENCE PUBLIQUE DU 13 AVRIL 1951.

EN CAUSE :
MINISTERE PUBLIC
CONTRE :

N Z A L I W A, alias OMARI, fils de Ntarakumukembe et de Bora,
originaire de Baraka, race Babembe, en
territoire Fizi, chefferie Kilenga
résidant à Sange, chefferie Barundi,
territoire d'Uvira en détention préven-
tive à Usumbura.

VU par le Tribunal de Résidence de l'Urundi séant à Usumbura
y siégeant en matière répressive, la procédure suivie à charge du
prévenu qualifié ci-dessus pour avoir :

A Kagurube, en territoire d'Uvira, Congo Belge, le 28 Février
1951, frauduleusement soustrait 200,-francs en espèce au
préjudice du nommé MAZUBA, avec circonstances aggravantes
légale que le vol fut commis à l'aide d'effraction.
Fait prévu et puni par les articles 79 et 81 du Code Pénal
L. II.

VU l'assignation donnée au prévenu par exploit de l'Huissier
YAULI Stanislas à Usumbura en date du 28 Mars 1900 cinquante et un
à comparaître devant la présente juridiction à l'audience publique
du 13 Avril 1900 cinquante et un à huit heures du matin à Usumbura;

VU la non comparution du prévenu régulièrement assigné;

VU le défaut donné contre lui;

OUI le Ministère Public en ses conclusions et réquisitions
conformes;

LE TRIBUNAL

ATTENDU que le 28 Février 1951 le nommé Mazuba fut averti
par son enfant qu'un individu venait de sortir de chez eux, qu'il
se mit à sa poursuite, le rattrapa et lui reprit la somme de 200
francs que l'individu actuellement prévenu reconnut lui avoir volée;

ATTENDU que le prévenu déclara avoir pénétré dans la maison
après avoir coupé les cordes qui fermaient la porte, donc à l'aide
d'effraction;

ATTENDU que le fait constitue une infraction prévue et punie
par les articles 79 et 81 du Code Pénal et qu'il y a lieu de
condamner le prévenu de ce chef;

ATTENDU qu'il fut déjà condamné pour vol à la peine d'un an
de servitude pénale, qu'il y a donc lieu de prononcer une peine
sévère puisque il ne s'est pas amendé;

PAR CES MOTIFS

VU les art. 5-7-8-9-16 et 17 C.P. L. I.

VU les art. 79 et 81 C.P. L. II.

VU le Décret du 11 juillet 1923, formant avec les décrets modificatifs le Code de Procédure Pénale, le Décret du 30 janvier 1940 formant le Code Pénal de la Colonie rendu exécutoire au Ruanda-Urundi par Ordonnance du 18 mai 1940, le décret du 5 juillet 1948, sur la réorganisation judiciaire au Ruanda-Urundi;

STATUANT PAR DEFAUT

DECLARE l'infraction telle que libellée dans la prévention établie dans le chef du prévenu NZALIWA et en conséquence le condamne de ce chef à une peine de DIX HUIT MOIS de servitude pénale;

LE CONDAMNE aux frais de l'instance taxés en totalité à la somme de TRENTE SEPT FRANCS;

FIXE A SEPT JOURS la durée de la Contrainte par Corps à subir en cas de non paiement de ces frais dans le délai légal;

AINSI jugé et prononcé en audience publique du TREIZE AVRIL MIL NEUF CENT CINQUANTE ET UN où siégeaient Messieurs :

L. DELCOURT, Juge Suppléant; F. FRAPIER, Ministère Public; et Maurice MEEUWES, Greffier assumé.-

LE GREFFIER ASSUME,

LE JUGE SUPPLEANT,

M.MEEUWES.-
sé/Meeuwes.-

L.DELCOURT.-
sé/Delcourt.-

Pour copie certifiée conforme,

Le Greffier-Adjoint

J.Martins NEVES.-

RESIDENCE DE L'URUNDI
TERRITOIRE D'USUMBURA

E.G.L./Usumbura le 19 Octobre 1951

N° 848 /P.

Objet:
MUZALIWA alias NZALIWA.

Monsieur le Substitut,

J'ai l'honneur d'accuser réception
de votre lettre n° 2292/RMP.2054/B. du 19 septembre
1951.-

Après examen de dossier de l'inté-
ressé, je porte à votre connaissance que je n'ai pas
trouvé de réquisition à fin d'emprisonnement pour
la condamnation du 13 avril 1951, à savoir 18 mois
de S.P.P. pour vol qualifié (RMP.1642/F.)-

Je vous saurai gré de bien vouloir
faire établir un duplicata, il m'est nécessaire
afin de mettre le dossier en ordre et les inscri-
ptions au R.E. à jour.-

Le Gardien de la Prison,
BODART.J.J.J.



A Monsieur le Substitut du Procureur du Roi,

Parquet d'Usumbura

S/Couvert de Monsieur L'Administrateur de Territoire,

U S U M B U R A

PROCES VERBAL DE REPRISE D'UN DETENU.

L'An mil neuf cent cinquante et un, le vingt-huit
ème jour du mois de A O U T Nous, BODART, J.J.J.
Gardien de Prison Centrale d'Usumbura, avoir repris la
reprise du détenu MUZALIWA
fils de Omari Ntarakumukembe et de Bora
originaire de la colline de Baraka,
Territoire de Fizi
Chefferie Kilenge s/Chefferie Kilenge
résidant à Sangé
Profession sans
condamné, prévenu vol simple

évadé le 19 avril 1951 à l'Hôpital des Noirs

Le prénommé a été repris le 18 août 1951

à Usumbura (C.E.C. Belge)

à la suite des circonstances suivantes

Le détenu KATOTO Hilaire qui travaillait au Bureau des
C.E.C. a reconnu l'évasion, et a signalé le cas à
Mr. PETITJEAN au moment où il faisait des interrogatoires
à Muzaliwa pour un autre vol commis le 17-8-51 le soir.

Les lettres de cessation de recherches ont été envoyées.
Je jure que le présent procès-verbal est sincère.





ASSIGNATION A PRÉVENU.

L'an mil neuf cent **cinquante et un**, le **Vingt-huitième** jour du mois de **Mars**

A la requête de **l'Officier du Ministère Public près le Tribunal de Résidence de l'Urundi**
à Usumbura.

Je soussigné, **Yauli Stanislas**

Huissier assermenté

de résidence à

Ai donné assignation et laissé copie à **NZALIWA ALIAS OMARI, fils de Ntarakumukembe et de Bora,**

Originaire de Barska, race Bahembe, en territoire de Fizi, chefferie Kilenge, résidant à
Sange, chefferie Barundi, territoire d'Uvira; Détenu préventivement à la maison centrale
d'Usumbura.

faisant profession de **Sans Profession**

résidant à **Usumbura**

Etant à **la Prison**

et y parlant à **lui-même**

A comparaître devant le **Tribunal de Résidence de l'Urundi**

siégeant à **Usumbura, y siégeant en matière répressive.**

le **13 Avril 1951**, à **8** heures de **matin**

pour **Avoir à Kagurube, en territoire d'Uvira, Congo Belge, le 28 février 1951 frauduleusement**
soustrait 200,- francs en espèce au préjudice du nommé Mazuba, avec la circonstance
aggravante légale que le vol fut commis à l'aide d'effraction.
Fait prévu et puni par les articles 79 et 81 du Code Pénal.

Y présenter ses moyens de défense et entendre le jugement à intervenir.

Dont acte: Coût _____ francs.

L'HUISSIER,

Coste se presenta
le lunedì 20/8/07
our CFC.

Toujean

PRO-JUSTITIA.

PROCÈS-VERBAL D'ARRESTATION.

L'an mil neuf cent cinquante et un, le dix-huitième

jour du mois de août

Nous, PETITJEAN A., Agent Territorial

en Territoire de Usumbura, Officier de Police Judiciaire à compétence

générale

Avons, en vertu de l'article 6 du Code de Procédure Pénale,

saisi le nommé Muzaliwa, fils de Darakamukenge

et de Bora, originaire du Territoire de Fizi

chefferie Kisasu, sous-chefferie

colline Baraka, résidant à Usa, CEC Belge, 1ère av. n° 44

inculpé de vol qualifié et attendu que l'infraction commise par cet indigène est punissable de - (1) plus de deux mois-(2) au moins six mois de servitude pénale et-(1) qu'elle est flagrante ou réputée telle - (2) que nous avons recueilli des indices sérieux de culpabilité, nous l'avons fait conduire

à la Prison Centrale d'Usumbura

Je jure que le présent procès-verbal est sincère.

L'officier de Police Judiciaire,



(1) (2) Si la saisie se fait en dehors d'un rayon de 25 km. du lieu où se trouve l'autorité judiciaire chargée de poursuivre ou de réprimer l'infraction.



ASSIGNATION A PRÉVENU.

L'an mil neuf cent cinquante, le vingtième jour du mois de Décembre
A la requête de l'Officier du Ministère Public Près le Tribunal de Résidence de l'Uvundi à
Usumbura.

Je soussigné, YAULI Stanislas

Huissier assermenté

de résidence à Usumbura

Ai donné assignation et laissé copie à NZALIWA, Omari (alias Muzariya) fils de Ndarakumekenge (ev)
et de Bora (ev) originaire de Baraka chef Miringita, territoire de Fizi, résidant à Usumbura
Belge, 1^{ère} avenue, n° 44, sans travail. Détenu préventivement à Usumbura.

faisant profession de sans profession

résidant à C.E.C. Belge, 1^{ère} avenue n° 44.-

Etant à Usumbura

et y parlant à lui-même

A comparaître devant le Tribunal de Résidence de l'Uvundi

siégeant à Usumbura.

le 12 janvier 1951, à 8 heures de matin.

pour avoir en territoire d'Usumbura le 29.II.1950 frauduleusement soustrait au préjudice
du nommé BINEBAKO, une montre "BASIS" d'une valeur de 300 frs environ.

Infraction prévue et punie par les articles 79 et 80 du CP, L.II.

Y présenter ses moyens de défense et entendre le jugement à intervenir.

Dont acte, Coût : francs.

L'HUISSIER,

YAULI Stanislas

TERritoire DU RUANDA-URUNDI.
PRISON CENTRALE D'USUMBURA.
N° 78 /P.

PROCÈS-VERBAL D'ÉVASION DES DÉTENU.

L'an mil neuf cent cinquante et un, le *vingt-troisième*
jour du mois de *août*, Nous BODANT, J.J.J. Agent territorial
Gardien de la Prison d'Usumbura avons constaté que le nommé

MUZA L. WA	
fils de NDA RAKUMENI et de BOMBA	
originaire du Territoire de	F. 2.
Chefferie	K. SASU
Sous chefferie	K. LENCE
Colline	BALAKA
residant	BULAKA

inculpé de *chef de vol simple* *condamné*
à 1000 fr de peine *à la Cour de Résidence*
1435/Bus

n'était pas à la Prison le *19/6/51*

Renseignements pris, Nous avons appris que *le*
prisonnier *est* *allé* *à* *l'hôpital* *le* *jour*
de *la* *fin* *d'un* *travail* *compulsif*

Je jure que le présent procès verbal est sincère.

Bodant

R. Ecou no. 32 910

R. M. P. No. 1432/B
R. P. A. No.

Libération conditionnelle.

Bulletin de renseignement d. u. nommé (1) MUZALIWA, fils de Indoraku -
mekenge (u) et de Bora (u), cheffine Nilingita, sch. ?
village Baraka, territoire de Fizi sp. délégué au no 44.

Tribunal ou conseil de guerre qui a prononcé la sentence	Tribunal de résidence de l'Arusha
Date du jugement	12 janvier 1957
Motif de la condamnation	Vol simple
Durée de la servitude pénale principale	6 mois
Date de l'entrée en détention (Détention préventive ou exécution du jugement)	4 - 12 - 1950
Décision de la juridiction d'appel	-
Date du jugement d'appel	-
Epoque à laquelle le condamné peut bénéficier de la libération conditionnelle (2)	4 - 3 - 1957
Date d'expiration de la peine	16 - 6 - 1957

Résumé des circonstances de l'infraction. — Appréciation de sa gravité et renseignements du parquet concernant les antécédents du condamné, sa moralité, sa situation, ses moyens d'existence, ses relations avec sa famille. ses ressources, etc...

Avis en ce qui concerne la libération conditionnelle.
Avoir à Usumbura le 29.II.1950 frauduleusement soustrait au préjudice du omé BINEKABO, une mont re "Bafisa" d'une valeur de 300 frs environ. —

à savoir : mauvaise conduite pendant subie sa peine en prison puis être renvoyé au Territoire d'origine


13-3-51

L'Officier du Ministère Public,

1. Nom, prénoms, profession, lieu de naissance, sexe.
2. Quand il a subi le quart de sa peine, si le quart dépasse trois mois.—Après trois mois dans les cas contraires.
Après cinq ans, si la peine est perpétuelle,

Observations du gardien de la prison sur :

1^o la conduite. *très mauvaise*

2^o le caractère. *indiscipliné*

3^o les dispositions morales du détenu.

aucune preuve d'amendement
volonté incanigible

travis non payé
no. 15.3.51.
Le Gardien
W. Luyck

Renseignements divers à fournir par l'autorité administrative et militaire :

Renseignements complémentaires à donner par le Conseiller Juridique :

A ne pas représenter
27-3-51

Le Vice-Gouverneur Général
du Congo Belge
Gouvernement du Kongo-Central
F. O.

Le secrétaire provincial ff.,
M. WILLAERT.

Willart

Résidence de L'hermès
Prison de Uvumbura

N° _____ R. E. 32. 910
R. M. P. N° 1432/B.

FICHE DU DÉTENU : MAZALIWA

Originaire de la chefferie Kitapu Colline Baraka

Territoire Fizi

~~Résidence~~ ou district du Rivu Sud

Condamné le 12 janv. 1957, par T. R. U.

à 6 mois de S. P. P.

du chef de Vol Simple

Renseignements divers :

(moralité—amendement—situation familiale)

Tournez s'il vous plaît,

PUNITIIONS

Dates	Motif	Peine
19/12/57	N'avoir pas signalé que deux 15 jours cachot détenus s'évadèrent en prenant un lit de leur chambre (dortoir)	
5/1/1957	avoir été troué en possession 4 coups fouet de cigarettes à la porte de la Prison	
11/2/57	avoir été vu au Buyenzi 6 coups fouet le 22 par le policier Brakani	
12/2/57	lors de la répartition du 3 coups fouet travail le 14/2 s'être enfui du cabinet.	
5/3/57	avoir été en évasion du 19/2/57 8 coups fouet au 1 ^{er} mars 1957 1 mois cachot	
12/3/57	avoir volé la couverture 5 coups fouet de Katingira	

~~20~~

DISTRICT DU KIVU
Territoire d'Uvira

Kabunambo, le 5 mars 1951.

N° 37/Just /14 a.

Evasion détenu MUZALIWA

Monsieur le Directeur de la Prison,

Me référant à votre n° 105/P du 20.2.51 (dont copie à Monsieur l'A.T. Uvira), j'ai l'honneur de vous informer que le détenu évadé, dont le nom figure en marge, a été arrêté à Runingo (terr. d'Uvira) le 1er mars 1951, sous inculpation d'un nouveau vol, dans une maison habitée de la région, suivant P.V. n° 16 ci-joint à transmettre au Parquet d'Usumbura, s.v.p.

Je le dirige sur la prison du territoire d'Uvira pour qu'il soit envoyé sur la Prison d'Usumbura pour y purger sa peine antérieure et être jugé sur les nouveaux faits mis à sa charge.

L'Officier de Police Judiciaire
GOUZEE J.

Monsieur le Directeur
Prison d'USUMBURA

Ruanda Urundi.

N° 38/Just. P. 14.2 transmis pour information
et exécution à Monsieur le Gardien de Prison,
UVIRA, suite au n° 526/Just. 14.2 du 27.2.51
Kabunambo, le 5 mars 1951. L'O.P.J. Gouzée J.

GREFFE DU TRIBUNAL DE RESIDENCE
DE L'URUNDI
USUMBURA

USUMBURA, le 8 Février 1954. . .

N° 398 / R.P. : 123.-

Monsieur le Gardien de Prison,

Voudriez-vous faire amener au Greffe le détenu ¹²² *Muzhryh* ~~Muzhryh~~ . . . fils de *Karakushe* ~~Karakushe~~ et de *Bara* ~~Bara~~ . . .
muni du montant des frais et amendes dont il nous est redevable.

FRAIS : 23 Francs. ^{rest}

AMENDES : --

LE GREFFIER,

V. ROUARD.-

A Monsieur le Gardien de la Prison

de et à

USUMBURA.

R.R.
PARQUET DE L'UNION
DES COMBES.
=====

Union Com., le

14/12/

1950

fait

AVIS DE FIXATION AU GARDIEN DE LA MAISON DE DETEN-
TION D'USSEMBE.
=====

Le dossier N.° 1432/B

en cause de 1) Nyaliwa Omari
(alias Muzariza)

2)

3)

4)

5)

Déterminé provisoirement, a été envoyé en fixation
devant le Tribunal de T.R.U./Uss.

Le Secrétaire Adjoint du Par-

quet,

F. DILFUSSE,

GREFFE DU TRIBUNAL DE RESIDENCE
DE L'URUNDI
USUMBURA

USUMBURA, le 8 *Fevrier* 1951. . .

N° 398 / R.F. : 123.-

Monsieur le Gardien de Prison,

Voudriez-vous faire amener au Greffe le détenu *M. H. I. W. H.*
Omari, alias MUZIRITY . . . fils de *M. H. I. W. H.* et de *Bera (v.)* . .
muni du montant des frais et amendes dont il nous est redevable.

FRAIS : 43 *Francs.* *neuf*

AMENDES : --

LE GREFFIER,

V. ROJARD.-

A Monsieur le Gardien de la Prison

de et à

USUMBURA.

ORDONNANCE DE MISE EN DÉTENTION *AN P. 4432*

L'an mil neuf cent *cinquante* le *onzième* jour du mois de *Décembre*

Par devant Nous *EBANGE* Juge de Tribunal de Résidence de
Juge du Tribunal de Police de *Mumbura* a comparu le nommé *Mzalima Omer*

L'Officier du Ministère Public près le Tribunal de Résidence de *L'Usumbi*
a exposé qu'une instruction du chef de *vol simple*

était ouverte à charge du comparant, qu'il existe contre lui des indices sérieux de culpabilité, que des circonstances graves et exceptionnelles exigent son incarcération et que cette mesure est impérieusement réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et des nécessités de l'instruction.

Et a requis la mise en détention préventive de l'inculpé.

Le comparant expose.

L'an mil neuf cent cinquante *cinquante* le *onzième* jour du mois de *Décembre*

Nous *Reclerc H* Juge du Tribunal de Résidence de
Juge de Police de *Mumbura*

Attendu que le nommé *Mzalima Omer*
est prévenu de *vol simple*
et fait l'objet d'une instruction judiciaire au Parquet de *Mumbura*

Attendu que l'infraction est punissable de *plus de 6 mois de S. P. P.*
qu'il existe contre lui des indices sérieux de culpabilité

Que des circonstances graves et exceptionnelles exigent son incarcération et que cette mesure est impérieusement réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et les nécessités de l'instruction.

Vu la réquisition du Ministère Public tendant à placer le prévenu en détention préventive.

Vu les articles 33 et 34 du code de procédure pénale.

Ordonnons que le nommé *Mzalima Omer*
soit conduit et détenu à la prison de *Mumbura* pour une durée de *15 jours*

Notifié au prévenu le *11/12/* 19*5*

Le Juge.


PROCES - VERBAL - D'ARRESTATION.

L'an mil neuf cent...cinquante.....le.....sixième
jour du mois d'...décembre....., Nous, ^{ERIBOSIA R}~~KERSTEN~~ J. Officier de Police
Judiciaire a compétence Générale en Territoire d'Usumbura, Nous trouvant
à Usumbura, avons en vertu de l'article 6 du Code de Procédure Pénale
saisi le nommé...~~MUZABIYA~~.....
indigène du Congo-Belge ou des Colonies voisines, de race.....
..... Originaire du village...Baraka.....
Chef.....Miringita..... Territoire d'..Eizi.....
Père....Ndarakumukenge..... Mère....Bora.....
inculpé de...vol. qualifié.....
.....
et attendu que l'infraction commise par cet indigène est punissable de
plus de deux mois de servitude pénale, et qu'elle est flagrante ou repu-
tée telle, ou et attendu que l'infraction commise par cet indigène est
punissable de au mois six mois de servitude pénale, et que avons recueilli
des indices sérieux de culpabilité, nous l'avons fait conduire à la Prison
d'Usumbura.-

l'Officier de Police Judiciaire,
-----~~KERSTEN J.~~
ERIBOSIA R.



Prière au Monsieur le Gardien de Prison de renvoyer le
prévenu à notre bureau,
le 7 décembre à 8 h, pour complément d'enquête
et transfert au Parquet



Signalement :

Taille.....

Cheveux.....

Sourcils.....

Yeux.....

Front.....

Nez.....

Bouche.....

Menton.....

Barbe.....

Figure.....

Signes particuliers :.....

MANDAT D'ARRET

(Décret du 11 juillet 1923).

PRO JUSTITIA

(Tribunal

Nous, Officier du Ministère public près le

de

(Conseil de guerre

Première Instance d'Usumbura.

Vu les pièces de la procédure instruite à charge de

Mazariya Omani.prévenu de vol simpleinfraction prévue par l' es art. 79. 20 C.P. L.

Attendu que (1) il existe des indices sérieux de culpabilité;
que la peine cominée par la loi est supérieure à 6 mois de S.P.P.
qu'il y a danger de fuite.

Vu l'article 32 du décret du 11 juillet 1923 :

Mandons et ordonnons que le susdit

soit arrêté et conduit à la maison centrale d' Usumbura

Requérons tous agents de la Force Publique auxquels le présent mandat sera exhibé de
 prêter main-forte pour son exécution, à l'effet de quoi nous avons signé le présent mandat.

Fait à Usumbura, le 7/11/1950.

L'Officier du Ministère Public.

Buay

(1) Indiquer les circonstances et indices graves qui justifient le mandat d'arrêt.

(2) Indiquer le lieu de détention.

5275. — Pour obtenir ce modèle rappelez le n° V 33

procès verbal .

L'an mil neuf cent cinquante le douzième jour du mois de décembre , NOUS D'PONT , Jean, agent territorial Principal, Directeur de la Maison Centrale de détention d'Usumbura, en exécution de la réquisition d'information n° 384i / RMP 1432/B. du Magistrat Instructeur Monsieur BUSINE L. ci-jointe en retour, avons procédé aux devoirs suivants :

antécédents judiciaire du nommé MIZARIYA, alias, NZALIWA Omari . fils de Ntarakumukembe et de Bora, originaire de Baraka, chefferie Kilenga, Territoire de FIZI a été incarcéré le 29/9 /49 , condamné par le Tribunal de 1ère Instance de RU en date du 6/1/50 , RMP 239; à UN an de S.P. du chef de Vol qualifié, a été libéré le 6/11/50 après avoir subi 7 jours de C.P.C. a défaut de payer 8.750 frs de D.I. et 75 frs de frais (C.P.C. réduite) au cours de son séjour à la prison s'est évadé 1 mois et 14 jours . N'a pas fait de séjours antérieurs à la Prison d'Usumbura .

Je jure que le présent procès verbal est sincère

Kdy

PRO - JUSTIA.

MANDAT DE DEPOT.

Nous BRIBOSIA.R.F.L.M. Juge à compétence limitée du Tribunal de Police d'Usumbura.-

Attendu que le nommé MUZALIWA
a été sommé de (cité à) comparaître devant notre Tribunal séant à Usumbura
le 6 décembre 1950 du chef de Vol

Vu les Articles 75 et 76 du Décret du 11 juillet 1923, Ordonnons
qu'il sera placé en dépôt à la maison de détention d'Usumbura.-

Requérons tous agents de la Force Publique de prêter main forte,
s'ils en sont requis, pour l'exécution du présent mandat.-

Fait à Usumbura, le 4 décembre 1950

Le Juge de Police,
BRIBOSIA.R.



Service Pénitentiaire

Frison de Uss

FL 31290

21

Nom : NZALIWA

Origine : Baraka

Chefferie : Kibungu

Territoire : Fizi

Profession : -

N° du R.E. : 1290

Formule dactyloscopique : RMP 239

Arrêté le : 29-9-49

Entré : 30-9-49

Condamné le : 6-1-50

1/4 de peine : 28-1-50

Sorti le : 30-10-50 6-11-50

Transféré le : Ady. 4

Rapatrié le :

Expulsé le :

Décédé le :

LE GARDIEN,

Ady. 4

Service Pénitentiaire

Prison de TSUMBURA

Nom : NZALIWA

Origine : Baraka

Chefferie : Fizi

Poste : Fizi

Profession : Sans travail

N° du R.E. : 31 25

Formule dactyloscopique : R.M.P. 239

Arrêté, le : 28/9/1949

Entrée le : 30/9/1949

Condamné le : 6. 1. 1950

✓ 1/4 de peine : 28. 1. 50

✓ Sortie, le : 29. 9. 50 30. 10. 50 - 6. 11. 50

Rapatrié, le :

Expulsé, le :

Décédé, le :

Entrée le 26. 10. 49 en prison } 1 mois et
Régime le 10. 12. 49 } 14 jours
en prison }
LE GARDIEN,
a été deux fois en 26. 11 au 10. 12. 49
soit 1 mois et 14 jours en prison réelle

REQUISITION

A FIN D'EMPRISONNEMENT

TRIBUNAL de 1^{re} instance

Reg. du M.P. No 289

Reg. du rôle. No

L'officier du Ministère Public près le Tribunal de 1^{re} instance

En vertu de l'article 82 de l'ordonnance-loi du 30 août 1924 et des articles 143 et 146 du décret du 11 juillet 1923;

Requiert Monsieur le Gardien de la prison à Usen
de recevoir et emprisonner le nommé N. Zahur RE 31290

condamné par jugement du Tribunal de Boudine
en date du 6/1/50 19 devenu irrévocable le 6/4/50 19
à sept jours de c.p.c. à défaut de payer 8.750f de D.I. de 75f de
du chef de faux

le 8/8/50 19

L'Officier du Ministère Public

[Signature]

REQUISITION

A FIN D'EMPRISONNEMENT

TRIBUNAL de 1^{re} Instance d'Usimbura

Reg. du M.P. No 239

Reg du rôle. No

L'officier du Ministère Public près le Tribunal de 1^{re} Instance

En vertu de l'article 82 de l'ordonnance-loi du 30 août 1924 et des articles 143 et 146 du décret du 11 juillet 1923;

Requiert Monsieur le Gardien de la prison à Usimbura
de recevoir et emprisonner le nommé Nzaluvira

condamné par jugement du Tribunal de Bujumbura
en date du 6 Janv 50 19 . devenu irrévocable le 19
à un an s.p.
du chef d'un Vol qualifié

Usa, le 6 / 1 / 50 19 .

L'Officier du Ministère Public,

Arr. le 25/8/49.

Gardi du 26/10 au 26/11/49.

[Signature]

Libération conditionnelle.

(Ord. n° 1 du 14 avril 1924).

Bulletin de renseignement d'un nommé (1) *NZALIWA*: fils de *Mwaka Mukukenge* et de *Dora*, originaire de *Doraka*, chef *Kilenge*, Territoire *Fizi*

Tribunal ou conseil de guerre qui a prononcé la sentence	<i>Tribunal de 1^{re} Instance de Résidence</i>
Date du jugement	<i>6. 1. 50</i>
Motif de la condamnation	<i>vol qualifié</i>
Durée de la servitude pénale principale	<i>1 an</i>
Date de l'entrée en détention (Détention préventive ou exécution du jugement)	<i>29. 9. 49.</i>
Décision de la juridiction d'appel	<i>-</i>
Date du jugement d'appel	<i>-</i>
Epoque à laquelle le condamné peut bénéficier de la libération conditionnelle (2)	<i>28. 1. 50.</i>
Date d'expiration de la peine	<i>30. 10. 50. (cité en prison 1 mois 1 jour)</i>

Résumé des circonstances de l'infraction. — Appréciation de sa gravité et renseignements du parquet concernant les antécédents du condamné, sa moralité, sa situation, ses moyens d'existence, ses relations avec sa famille, ses ressources, etc...

Avis en ce qui concerne la libération conditionnelle.

*Antécédents de l'infraction non connus
pas encore jugement à date appel non expiré*

A pénétré par escalade dans une maison de la cité de y a volé une somme importante d'argent. A été trouvé porteur de 250 fr provenant du vol; qui il ni avoué commis. L'enfant proche de la justice. S'est évadé au cours de l'instruction préparatoire, mais a été repris. ODP

E. L. L. L.

avis défavorable 3/5/50

Pambotti

L'Officier du Ministère Public,

1. Nom, prénoms, profession, lieu de naissance, sexe.

2. Quand il a subi le quart de sa peine, si le quart dépasse trois mois. — Après trois mois dans les cas contraires. Après cinq ans, si la peine est perpétuelle,

Observations du gardien de la prison sur :

1^{re} la conduite. *mauvaise*

2^o le caractère. *indiscipliné*

3^o les dispositions morales du détenu.

Aucun amendement

*Frais non payés
Ors. le 31/1/1950
Le Gardien de Prison
Weyant*

*1^{re} mauvaise.
2^o indiscipliné
3^o Aucune peine
d'amendement
Frais non payés
Ors. le 2/5/1950
Le Gardien de Prison
Weyant*

Renseignements divers à fournir par l'autorité administrative et militaire :

Renseignements complémentaires à donner par le Conseiller Juridique :

A ne pas représenter
9-5-50
Pour le Gouverneur
Le Commissaire provincial
M. DE RYCK

A représenter avec indication des
circonstances de l'infraction.

3-2-50
Pour le Gouverneur
Le Commissaire Provincial
M. DE RYCK

Résidence de L'Uvundi

Prison de Usumbura

N° R. E. / 2 31290

R. M. P. N° 239

FICHE DU DÉTENU : NZALIWA

Originaire de la chefferie Kilenge

Territoire Pigi

Résidence ou district Cons/ville

Condamné le 6. 1. 50, par T. de Résidence

à 1 an

du chef de vol qualifié

Renseignements divers :

(moralité — amendement — situation familiale)

S'est marié 1 mai et 1 juin

Tournez s'il vous plaît.

PUNITIONS

Dates	Motif	Peine
12. 12 . 49	S'être evade 1 mois et demi	1 mois de cachot.
16. 2. 50	Avoir refuse de travailler le 15. 2. à l'équipe w.c. marche	6 c. fts
14. 3. 50	Avoir volé 10 banane le 13. 3. à la cuisine	6 jours de cachot
16. 3. 50	Avoir fait du bruit étant au cachot	3 c. fts

PARQUET DE L'URUNDI

Territoires

Ruanda - Urundi

RUANDA - URUNDI

GEWESTEN

N°

peler dans la réponse la date et le numéro
a het antwoord vermelden : nummer en
agtekening.

Réponse au n°

Antwoorp op n°

u
an 19

ANNEXE

Bijlage

OBJET:

Voorwerp

Usumbura

, le
den

21 DEC 1949

AVIS DE FIXATION
au Gardien de la Maison de Détention d'Usumbura

Le dossier R.M.F. n° 239

en cause de :

1)

Nyaliwa

2)

3)

4)

5)

détenu(s) préventivement, a été envoyé en
tion devant le tribunal de T.R.V.

LE SECRETAIRE-ADJOINT DU PARQ

P. DELFOSSE

[Signature]

PROCES VERBAL .

L'an mil neuf cent cinquante le quatorzième jour du mois d'août , NOUS DUPONT Jean, Agent territorial, Directeur de la Maison Centrale de Détention d'Usumbura en exécution de la réquisition d'information nº 2332/RMP 239 du Magistrat Instructeur ; Monsieur Lemaire de Warzée, ci-jointe en retour, avons procédé aux devoirs suivants ;

Nous avons demandé au détenu NZALIWA, RE 31290 comment il compte s'acquitter des 8.750 frs de D.I. auxquels il a été condamné :

Le détenu Nzaliwa nous a répondu qu'il ne possédait rien et que ses parents ne pouvaient l'aider faute d'argent . Il ne possède pas d'argent en consignation .

Je jure que le présent procès verbal est sincère



PROCES VERBAL D'EVASION D'UN PREVENU .

L'an mil neuf cent quarante neuf le vingt sixième jour du mois d'octobre NOUS DUPONT, Jean Directeur de la MAISON Centrale de Détention d'Usumbura avons constaté l'évasion du nommé NZALIWA, fils de Ntarakumukenke, et de Bara, de la colline Baraka, Chef Kilengé, Territoire Fizi .prévenu de vol qualifié .

Ce détenu allait toujours avec d'autres prévenus au Parquet aux fins d'interrogatoire .

La garde se composait des policiers suivants: Ntibihoringere, Badjudjuke, et Molosho .

Comparait le policier Ntibihoringere

Q. Que savez-vous de l'évasion du prévenu NZALIWA ?

R. J'ai appris qu'il s'était évadé étant en brousse pour faire ses besoins avec d'autres prévenus car il n'y a pas de W.C. au Parquet, il était accompagné du policier Molisho qui gardaient ceux qui allaient dans la brousse .

Q. Avez-vous aussi accompagné des prévenus dans la brousse ?

R. Non, je suis toujours resté dans la cour du Parquet .

Q.

Comparait le policier Badjudjuke .

Q. Que savez-vous de l'évasion du détenu NZALIWA ?

R. J'ai appris qu'il s'était évadé en allant faire ses besoins en brousse avec d'autres détenus et gardé par le policier Molisho, moi, je suis toujours resté à mon poste au Parquet.

Q. Ne se serait-il pas évadé en allant ou en revenant du Parquet ou dans le courant de la journée ?

R. Non, c'est le policier Molisho lui-même qui a dit que Nzaliwa s'était évadé .

Comparait le policier Molisho .

Q. Que savez-vous de l'évasion du détenu NZALIWA ?

R. Je suis allé dans la brousse avec neuf prévenus qui ~~venaient~~ ~~fa~~ qui devaient faire leur besoin car il n'y a pas de W.C. pour tous ces gens au Parquet, quand il ont eu fini et que je les ai rassemblé je me suis aperçu que il en manquait un, c'était Nzaliwa .

Q. Vous aviez cependant instruction de ne conduire les détenu que un à un au W.C., les deux autres policiers restant auprès des autres détenus .

R. Je le sais, mais les prévenus sont difficiles et ne veulent pas écouter, ils disaient aussi, tous les neuf à la fois qu'ils devaient aller au W.C.

Q. Vous êtes en partie responsable de cette évasion pour non observance des instructions reçues ?

R. Les prévenus sont difficiles et ne veulent pas écouter .

Note : Nous avons immédiatement écrit à Monsieur le Résident de l'Urundi et aux différents Territoires pour signaler pour signaler cette évasion et notamment au Territoire de Fizi., notre n° 237/P.

Je jure que le présent procès verbal est sincère.



PRISON CENTRALE D'USUMBURA
TERRITOIRE

USUMBURA, le 12 décembre 1949

DU
RUANDA-URUNDI

N° 297/P.

(Rappeler dans la réponse la date et le numéro)

Réponse au n°

du

Annexe

OBJET :

prévenu NZALIWA.
R.E. 31.290
RMP 239.

Monsieur le Procureur,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le détenu NZALIWA, fils de Ntara-kumukenke et de Bara, de la colline Baraka, chef Kilenge, Territoire de Fizi, prévenu de vol de qualifié à été reincarcéré le 10 décembre dernier venant de Luberizi où il avait été appréhendé. Il s'était évadé à nouveau le 19 novembre dernier lors de son transfert de Luberizi à Uvira.

Le Directeur de la Prison Centrale,
J. DUPONT



A Monsieur le Procureur du Roi
à
USUMBURA.

ASH
DISTRICT DU KIVU
TERRITOIRE D'UVIRA.-
POSTE DE LUBERIET
Congo Belge

BELGISCH - CONGO

N453/Just.14.a.

Rappeler dans la réponse la date et le numéro
In het antwoord vermelden : nummer en
dagtekening.

Réponse au n° 237/P.

Antwoord op n°

du 27 octobre 1949
van

ANNEXE
Bijlage

OBJET:
Voorwerp

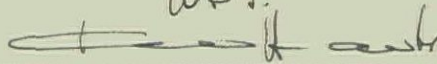
Aff. Nzaliwa.

P
25/10/49

En route le 19 novembre 1949.-
den

N°454/Just.14.a Transmis copie pour information
à Monsieur le Procureur du Roi Barbier à
USUMBURA, suite à mon n°354/Just.14.a du
26.9.49.

10PT.



Monsieur le Directeur de la Prison,

Bonne suite à votre n°237/P du 27.10.49,
j'ai l'honneur de vous faire parvenir sous escorte
le nommé Nzaliwa, fils de AUSA et de BOra, inculpé
de vol qualifié.

L'Officier de Police Judiciaire,
J.GOFFAERTS,



à Monsieur le Directeur de la Prison Centrale
de et à

USUMBURA.-

TAMARA J. BROWN
TAMARA J. BROWN.-
ROSE J. BROWN.-

Liberizzi, le 26 novembre 1934. -

Feb 24 1886

the off earth

[illegible]



ORDONNANCE DE CONFIRMATION

(Décret du 11 juillet 1923 art. 37)

Le Juge du Tribunal de

Résidence de L'Uvundi

Police de (1)

Vu les pièces de l'instruction à charge de Nzabwiraprévenu de Vol qualifié (29-81 (P))Vu l'ordonnance en date du 17 Octobre 1949

autorisant la mise en détention préventive ;

Où le Ministère Public en ses réquisitions ;

Entendu l'inculpé et son défenseur M agréé par
 nous, (2)

Attendu que l'intérêt public exige le maintien de la détention, qu' (3) il s'est évadé le 26/10/1949,
par mandat d'arrêter à Liégeois le 7/11/49

Attendu que les circonstances graves et exceptionnelles qui ont motivé le mandat d'arrêt restent subsister;
 qu'en effet la fuite est à craindre

Vu l'article 37 décret du 11 juillet 1923 ;

Confirmons pour un mois notre ordonnance en date du 17/10/1949 (4)

et vu l'article 38 du prédit décret, ordonnons que l'inculpé sera néanmoins, sur sa demande, laissé en liberté
 provisoire aux conditions précédemment imposées.

Fait à Uva le 15/12/1949

Le Juge du Tribunal de

Résidence de L'Uvundi

Police de

(Signature)

un mois de
un jour en
evasion

(1) Le Juge de Police n'a compétence que dans le cas de l'article 35, 1 et 2.

(2) Dresser acte des observations et moyens de l'inculpé ou de son conseil;

(3) A mentionner seulement dans les cas prévus à l'alinéa final des articles 33 et 34 et spécifier les circonstances graves et exceptionnelles qui justifient la confirmation de l'ordonnance autorisant la détention préventive.

(4) A maintenir ou à supprimer suivant le cas.

OBSERVATIONS: L'ordonnance ne peut être confirmée qu'une seule fois dans les cas prévus à l'article 39 du décret

DETENTION PREVENTIVE

R. E.

Mise en Liberté Provisoire

Ordonnance du 30 Août 1924 et Décret
du 11 Juillet 1923.

L'an mil neuf cent quarante un, le dix septième
jour du mois de octobre

A la requête de D. le Dain de Uungu

Officier du Ministère Public près le Tribunal de Bwindi

Nous

Juge du Tribunal de Bwindi

Vu les pièces de la procédure instruite à charge de Ngalima

prévenu de vol qualifié

infraction prévue et punie par 29.81 C.P.

Vu les articles 39 et 43 de l'ordonnance-loi du 30 août 1924 et les articles 33 à 39 du décret du
11 juillet 1923 :

Attendu que il y a des indices graves de culpabilité et que la peine
est possible de 10 ans de s.p.

Ordonnons que le susdit Ngalima
sera mis en détention préventive pour une durée de quinze jours.

Confirmons pour une durée de un mois
la détention préventive ordonnée par le Tribunal de Bwindi

en date du 4/10/29 [Signature]
à charge du susdit.

Et vu la requête de l'inculpé tendant à obtenir sa mise en liberté provisoire.

Vu l'article 38 du décret du 11 juillet 1923.

Attendu que

Disons.....avoir.....lieu d'accorder au requérant sa mise en liberté provisoire.

Fixons àfrancs le montant
du cautionnement à verser au Greffe du Tribunal comme condition de cette libération.

Disons que la libération n'est accordée qu'à charge par l'inculpé de ne pas entraver l'instruction
ou de pas occasionner du scandale par sa conduite :

En conséquence, ordonne que l'inculpé.....
sera mis en liberté sur production de la quittance de versement du cautionnement.

LE GREFFIER,

LE JUGE,

DETENTION PREVENTIVE

Mise en Liberté Provisoire

Ordonnance du 30 Août 1924 et Décret
du 11 Juillet 1923.

L'an mil neuf cent quarante neuf, le quatrième
jour du mois de Octobre

A la requête de N. le Proc. de W. g.

Officier du Ministère Public près le Tribunal de F. l. l. l.

Nous

Juge du Tribunal de Besindim

Vu les pièces de la procédure instruite à charge de Nzaliwa

prévenu de Vol qualifié

infraction prévue et punie par 19.81 C. G.

Vu les articles 39 et 43 de l'ordonnance-loi du 30 août 1924 et les articles 33 à 39 du décret du
11 juillet 1923 :

Attendu que il y a des indices graves de culpabilité et que le fait
est possible de 10 ans de S. P.

Ordonnons que le susdit Nzaliwa
sera mis en détention préventive pour une durée de quinze jours.

Confirmons pour une durée de
la détention préventive ordonnée par le Tribunal de
en date du
à charge du susdit.

Et vu la requête de l'inculpé tendant à obtenir sa mise en liberté provisoire.

Vu l'article 38 du décret du 11 juillet 1923.

Attendu que

Disonsavoir..... lieu d'accorder au requérant sa mise en liberté provisoire.

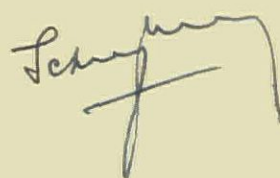
Fixons àfrancs le montant
du cautionnement à verser au Greffe du Tribunal comme condition de cette libération.

Disons que la libération n'est accordée qu'à charge par l'inculpé de ne pas entraver l'instruction
ou de pas occasionner du scandale par sa conduite :

En conséquence, ordonne que l'inculpé.....
sera mis en liberté sur production de la quittance de versement du cautionnement.

LE GREFFIER,

LE JUGE,



SIGNALEMENT :

Taille.....
 Cheveux.....
 Sourcils.....
 Yeux.....
 Front.....
 Nez.....
 Bouche.....
 Menton.....
 Barbe.....
 Figure.....
 Signes particuliers.....

MANDAT D'ARRÊT.

(Décret du 11 juillet 1923, art. 31).

PRO - JUSTITIA

239

Nous, Mgr B. le Père de Wign

Officier du Ministère Public près le

Tribunal de Uvea

Conseil de guerre.

Vu les pièces de la procédure instruite à charge de Nzaliwa

fils de Marakumukhenke et de Para, colline
Baraka, Chef Kikenge Territoire Fizi

prévenu de Vol qualifiéinfraction prévue par l'art. 79.81.

Attendu que il y a des indices graves de culpabilité et que le fait est
présumé de 10 ans de sp.

Vu l'article 31 du décret du 11 juillet 1923 ;

Mandons et ordonnons que le susdit Nzaliwasoit arrêté et conduit devant nous immédiatement après son arrestation. à la Paix Antich d'Uvea

Requérons tous agents de la Force Publique auxquels le présent mandat sera exhibé, de prêter main-forte
 pour son exécution, à l'effet de quoi nous avons signé le présent mandat.

Fait à Uvea, le 30 / 9 / 1949.

L'Officier du Ministère Public,

Angèle d'Uvea
2

Am. 29/9